



## Compte rendu du débat organisé en Ile de France

Le 3 juin 2021

### Participant.es

- **Candidat.es présent.es**

**Clémentine Autain (LFI)**, tête de liste “Pouvoir vivre en Ile-de-France”

**Julien Bayou (EELV)**, tête de liste “L’écologie évidemment !”

**Alexandra Dublanche (UDI-LR)**, actuelle vice-présidente chargée du Développement économique et de l’Attractivité, de l’Agriculture et de la Ruralité , sur la liste “Libres !” menée par Valérie Pécresse

**Bruno Millienne (LREM)**, de la liste “Envie d’Ile-de-France” portée par Laurent Saint-Martin

**Roseline Sarkissian (PS)**, sur la liste “Ile-de-France en commun” menée par Audrey Pulvar

- **Animation**

Cécile Chevallier (journaliste au journal Le Parisien) et Amélie Poinssot (journaliste à Médiapart)

- **Diffusion en ligne. Pour visionner la vidéo, c’est [ici](#).**

***Le jeudi 3 juin, Terre de liens Ile de France, le Groupement des Agriculteurs Bio d’Ile de France, la Confédération Paysanne Ile de France, les Ami·e·s de la Confédération Paysanne et les AMAP IDF ont organisé un débat en ligne pour discuter des défis rencontrés par l’agriculture et l’alimentation en Ile de France. Les internautes ont pu échanger avec Clémentine Autain (LFI), Julien Bayou (EELV), Alexandra Dublanche (UDI), Bruno Millienne (LREM) et Roseline Sarkissian (PS).***

Florent Sebban, maraîcher biologique et administrateur du réseau Amap Ile de France, a introduit le débat en posant quelques constats en Ile-de-France : disparition des paysan.nes (3000 agriculteur.rices ont plus de 50 ans et seul.es une cinquantaine s’installent chaque année), biodiversité menacée (35% des oiseaux nicheurs sont menacés d’extinction), artificialisation des sols (dans les 25 dernières années, la région a bétonné 7% de ses terres agricoles), souveraineté alimentaire (Paris aurait une autonomie de 3 jours sans approvisionnement extérieur).

Les candidat.es ont ensuite été invité.es à se positionner sur différents sujets tels que l’artificialisation des sols, la souveraineté alimentaire, le renouvellement des générations et l’accès au foncier ou encore les aides au maintien à l’agriculture biologique.



L'ensemble des candidat.es ont fait le constat d'un décalage entre la demande des francilien.nes pour une alimentation locale, saine et durable et la réalité d'une agriculture de grandes cultures tournée vers l'export. Le levier des lycées, qui représentent 28 millions de repas par an, a été particulièrement soulevé pour permettre de répondre aux attentes des francilien.nes.

Le sujet de l'artificialisation des sols a divisé. Si tou.tes les candidat.es se sont engagé.es pour un objectif de "zéro artificialisation des sols", les projets controversés de Gonesse et du plateau de Saclay ne faisaient pas consensus. Les listes PS, LREM et LR ont souligné l'importance de ne pas mettre dos à dos enjeux agricoles et mobilités donc d'aller au bout des deux projets. A l'inverse, EELV et LFI se sont engagés à arrêter les projets en cas d'élections.

Sur le thème de l'installation-transmission, les candidat.es se sont accordé.es sur l'enjeu du foncier agricole et l'importance de la sensibilisation pour éveiller des vocations (avec le levier des lycées agricoles notamment). Pour aider à la reconversion professionnelle, EELV a proposé un "forfait régional pour aider les agriculteur.rices de plus de 40 ans" qui n'ont pas accès à la Dotation Jeune Agriculteur dans l'état actuel des choses. Alexandra Dublanche (UDI) a défendu son bilan pour favoriser l'installation-transmission (chèque-conseil, outils de portage foncier).

En réaction aux manifestations de mécontentement des agriculteur.rice.s bio suite aux arbitrages du gouvernement pour la future Politique Agricole Commune, les candidat.es se sont unanimement engagé.es à compenser la suppression de l'aide au maintien en agriculture biologique (MAB). Alexandra Dublanche a par ailleurs réclamé à l'Etat une enveloppe FEADER plus importante pour l'Ile-de-France afin de soutenir dans de meilleures conditions l'agriculture biologique.

Enfin, la question de l'accessibilité alimentaire a suscité de nombreuses propositions des candidat.es : objectif de 100% bio et local avec une option végétarienne quotidienne (EELV et LFI), création de la sécurité sociale alimentaire (EELV), enveloppe budgétaire afin de favoriser une aide alimentaire en produits locaux (LR).

*Pour accéder à la redifussion , c'est [ici](#)*